

PRÉSERVER LA DIVERSITÉ DU JOURNALISME

Retour sur la conférence nationale

« Transformation des médias et fédéralisme »

Les médias sont sous pression – comment cela se répercute-t-il sur le fédéralisme ? Souhaitant analyser cette question, la Fondation ch a organisé la conférence nationale « Transformation des médias et fédéralisme – Le rôle des cantons » le 18 novembre 2019. Au cœur des discussions, les conséquences sur la société civile et le monde politique, et la stratégie à suivre pour faire face à cette « révolution de la communication ».

Que cela signifie-t-il pour un pays fédéral et multilingue quand les journaux disparaissent les uns après les autres, que les rédactions sont regroupées et que des emplois sont supprimés ? La diversité des points de vue politiques, sociétaux, culturels et économiques est-elle toujours représentée comme elle devrait l'être ? Les questions régionales, cantonales et communales sont-elles suffisamment traitées dans les médias ? Et quelles réponses les autorités peuvent-elles apporter ?

Quelque 140 experts issus des milieux politiques, médiatiques, économiques et administratifs se sont réunis à l'Hôtel du gouvernement de Berne le 18 novembre 2019 pour débattre des conséquences de la transformation des médias sur le fédéralisme. Ils représentaient des cantons, des entreprises de médias, des universités suisses ainsi que les offices fédéraux de la communication et de la culture. L'objectif de cette rencontre, organisée par la Fondation ch avec le soutien de la Conférence des gouvernements cantonaux et du canton de Berne, était de procéder à un état des lieux et de sensibiliser les acteurs du secteur à ces questions.

Quand l'homogénéité supplante la diversité

Dans leur discours d'ouverture, le conseiller d'État Pascal Broulis, président de la Fondation ch, et le président de gouvernement Christoph Ammann ont souligné l'importance de la pluralité des médias pour le fédéralisme. Pascal Broulis a mis en garde contre l'uniformisation des lignes éditoriales, qui menace la diversité et les échanges intellectuels : « La vitalité de nos institutions se nourrit de la multiplication des messages, de la pluralité des opinions de la confrontation des analyses. » Christoph Ammann a quant à lui pris l'exemple de son canton pour illustrer le recul de la diffusion d'informations politiques régionales ces dernières années.

L'aide aux médias traditionnelle est insuffisante

La numérisation a modifié en profondeur l'offre médiatique et les modes de consommation des médias. Les enjeux sont aussi bien économiques que sociétaux ou culturels. Le volume d'infor-



La numérisation a profondément transformé l'offre médiatique et les modes de consommation.

Photo : Gaetan Bally, Keystone

mations et le nombre de fournisseurs ont explosé et les médias traditionnels, qui n'ont plus le monopole de l'information, ont vu fondre leurs recettes publicitaires. Pour le chercheur Otfried Jarren, président de la Commission fédérale des médias (COFEM), il s'agit d'une « révolution technologique de la communication », dont les grands gagnants sont les entreprises de plateformes actives à l'international. Il estime en outre que si l'aide aux médias traditionnelle est nécessaire, elle est insuffisante à elle seule. Aussi a-t-il plutôt plaidé en faveur d'une plus forte régulation d'Internet par l'État, lequel devrait participer à la création d'infrastructures digitales nationales, c'est-à-dire de plateformes proposant des contenus notamment journalistiques. Il s'agirait là d'une nécessité démocratique, puisque les intermédiaires mondiaux se montrent indifférents aux champs d'application, aux valeurs et aux règles de communication politiques, ce qui peut avoir de graves conséquences pour la société et la politique.

Aux côtés d'Otfried Jarren intervenaient Thierry Mauron, éditeur de La Liberté, et Pascal Hollenstein, chef des publications régionales du groupe de presse NZZ. Le premier a expliqué l'importance de l'aide à la presse du point de vue d'un éditeur tandis que le second a présenté les répercussions de la transformation des médias sur le journalisme. Parce qu'elle a permis d'améliorer le journalisme régional et local, il estime que la création de rédactions centralisées est positive.

Les petits cantons en première ligne

Si la diversité des titres de presse suisses reste importante, comme le chercheur Philippe Amez-Droz de l'Université de Genève l'a expliqué, il ressort des différentes discussions que les petits can-

tons subissent déjà la transformation du secteur des médias. En effet, les questions qui les concernent sont de moins en moins abordées, et des zones entières risquent de « disparaître » de l'espace médiatique, ce qui aurait un impact négatif sur l'identification de la population et la participation politique. De plus, le regroupement des médias favorise une plus grande résonance des thèmes nationaux. Si les discussions sont menées au niveau national, le fédéralisme perd en visibilité, et avec lui la place accordée aux cantons en tant que laboratoire de solutions politiques décentralisées. Autre conséquence de la centralisation : une concentration accrue des pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de médias et de groupes de presse. Sans compter que moins les rédactions sont nombreuses, plus il est facile pour les groupes d'intérêts et les partis politiques de s'adapter à leur ligne éditoriale.

Les cantons doivent-ils soutenir les médias ?

Compte tenu de la dynamique économique, tous les participants étaient d'accord sur le fait que la préservation d'un journalisme vivant et pluriel ne sera possible qu'en accordant un plus fort soutien aux médias, les questions de politique devant toutefois encore être éclaircies. Bon nombre d'entre eux ont par ailleurs critiqué le fait que la stratégie de soutien aux médias menée jusqu'à présent par la Confédération préserve les structures en place et favorise les entreprises de presse par rapport aux médias uniquement numériques (la décision prise le 29 avril par le Conseil fédéral y remédie partiellement). S'agissant d'un éventuel soutien cantonal, les avis étaient plus partagés : si certains y sont favorables au regard de la situation dans les régions – notamment via un financement des agences de presse –, d'autres ont mis en garde contre une trop grande proximité entre les entreprises et les autorités cantonales, et ont attiré l'attention sur la difficulté de soutenir au niveau cantonal un marché organisé à l'échelon national. En revanche, une majorité a souhaité que les cantons encouragent les « compétences médiatiques » de la population et la formation des journalistes.

Documentation :

www.chstiftung.ch/transformation